

LE DISCOURS 2005 SUR L'ÉTAT DE L'UNION

Les États-Unis menacent la Syrie et l'Iran



Chaque discours du président Bush rapproche les États-Unis de la fable orwellienne. Le discours 2005 sur l'état de l'Union a été l'occasion de nouvelles manifestations d'unanimité belliqueux, de réécriture de l'Histoire, et de mise en scène mélodramatique. Sur le fond, M. Bush a annoncé l'application aux États-Unis du modèle social de l'ancienne junte chilienne, puis il a menacé la Syrie et l'Iran.

page 2

La « nation indispensable » impose ses vues en Israël

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

L'attitude dirigiste des États-Unis dans les affaires du monde a pu être observée de façon presque caricaturale lors du premier mandat Bush un peu partout dans le monde, mais Israël avait été jusqu'ici épargné et bénéficiait d'une grande liberté d'action.

Aujourd'hui, Tel-Aviv doit se plier à la règle commune et on note une inclinaison dans les analyses du conflit israélo-palestinien à la veille du sommet de Charm El-Cheikh.

page 6

REPÈRE : 28 JANVIER 1968

Le journaliste « embedded » : une leçon retenue du Vietnam

En 1968, la presse rend compte de l'offensive du Tet au Vietnam : photos de cadavres de combattants vietcong dans le couloirs de l'ambassade US ; film de l'exécution en pleine rue d'un suspect par le chef de la police de Saïgon ; photos de GI blessés dans les combats de rue à Hue... et, pour clore le tout, interview par Peter Arnett (le même qui couvrira plus tard la Guerre du Golfe pour CNN) d'un officier américain qui explique, dans une phrase devenue célèbre, qu'« Afin de sauver la ville de Ben Tre, il a été nécessaire de la détruire intégralement ». Ces informations nourrissent en Occident le mouvement contre la guerre. Pour y remédier, les experts du Pentagone préconisent à la fois l'embedding de la presse dans les unités combattantes et le contrôle des médias par les industries d'armement. Une situation que l'on retrouve dans le traitement de la guerre en Irak. ■



« TOLÉRANCE ZÉRO » : L'ÉTAT VÉNÉZUÉLIEN FAIT FERMER LES 80 MCDONALD'S DU PAYS

Le ministère des Finances vénézuélien a ordonné la fermeture des 80 restaurants McDonald's du pays, pour une durée de trois jours à compter du vendredi 4 février 2005, en raison d'incohérences constatées entre les ventes et les achats déclarés par la firme. Au total plus de 200 commerces étaient fermés vendredi, apparemment pour les mêmes raisons, dont les établissements de Lucent Technologies et plusieurs supermarchés.

Une responsable du ministère des Finances, Lucila Ascanio, a déclaré que cette mesure intervenait dans le cadre d'un plan « zéro évasion » destiné à lutter contre la délinquance fiscale, au niveau des entreprises comme des individus.

Le président Hugo Chavez a adopté une attitude intransigeante à l'égard de l'évasion fiscale et des irrégularités de comptabilité ; ces mesures succèdent ainsi à de nombreux redressements et fermetures auparavant ordonnés par les autorités. ■

Le discours 2005 sur l'état de l'Union

Les États-Unis menacent la Syrie et l'Iran

Chaque discours du président Bush rapproche les États-Unis de la fable orwellienne. Le discours 2005 sur l'état de l'Union a été l'occasion de nouvelles manifestations d'unanimité belliqueux, de réécriture de l'Histoire, et de mise en scène mélodramatique. Sur le fond, M. Bush a annoncé l'application aux États-Unis du modèle social de l'ancienne junte chilienne, puis il a menacé la Syrie et l'Iran.



Le président George W. Bush vient de prononcer deux discours majeurs à quelques jours d'intervalle. Le premier, lors de son investiture du 20 janvier, lui a donné l'occasion de fixer son cap pour les quatre années à venir. Le second, le 2 février, sur l'état de l'Union, lui a permis d'explicitier les actions planifiées pour 2005. Bien sûr, ces deux interventions sont avant tout destinées aux citoyens états-uniens, mais elles ont aussi été conçues comme des messages de l'Empire au reste du monde.

Le discours d'investiture s'est résumé à répéter le mot « Libéré » comme un mantra et à ériger la doctrine Albright-Rice en lieu et place du droit

international [1]. Il n'est plus besoin que les États-Unis soient attaqués pour qu'ils ripostent, ni qu'ils soient menacés pour qu'ils mènent une action préventive. Désormais, ils s'arrogent le droit de frapper qui ils veulent, quant ils veulent, au nom de la défense de la liberté et de l'extension de la démocratie. Loin de nuancer ces menaces, le discours sur l'état de l'Union a permis de les préciser.

Passons d'abord sur les questions de politique intérieure qui ont occupé la moitié de ce discours. La plus importante, la réforme des retraites (en anglais « Social Security »), concernera rapidement le reste du monde, si elle est mise en œuvre. En effet, la privatisation totale, qui est envisagée, dégagera des sommes considérables pour des investissements boursiers et contribuera à renforcer la volatilité des marchés. Surtout, elle est la conséquence de choix idéologiques, et non économiques locaux ; elle a donc vocation à être étendue au reste du monde. Reprenant à son compte les critiques du contestataire démocrate Lyndon LaRouche, le *New York Times* ne s'est pas privé de faire remarquer que ce projet n'a été, jusqu'à ce jour, mis en œuvre que dans un seul pays : le Chili d'Augusto Pinochet [2]. Cette réforme a été inspirée par José Piñera, actuellement chercheur au Cato Institute et anciennement ministre du Travail de la junte chilienne, de 1978 à 1980.

De nombreux commentateurs ont fait remarquer que, contrairement aux affirmations de l'administration Bush, le système états-unien des retraites n'est pas en péril, que cette réforme n'est pas nécessaire, et qu'en définitive elle coûtera extrêmement cher au contribuable et profitera d'autant aux compagnies d'assurance.

Par ailleurs, il y avait quelque chose de dérisoire à entendre M. Bush annoncer qu'il confiait à son épouse, Laura, le soin de conduire un ensemble de programmes pour aider les jeunes à risques à ne pas sombrer dans la délinquance, alors que son administration vient de réduire de 40 % les crédits en ce domaine. De même, on ne pouvait que ressentir un profond malaise en l'entendant annoncer des mesures en faveur des accusés encourant la peine de mort, afin qu'ils puissent bénéficier d'une défense équitable, alors qu'il s'est fait remarquer comme gouverneur du Texas par le nombre d'exécutions capitales auxquelles il a procédé à la suite de procès bâclés.

Sur le fond, le discours 2005 sur l'état de l'Union apporte trois informations importantes en matière de politique étrangère, à propos de la Palestine, du « Grand-Moyen-Orient » et des prochaines cibles.

Premièrement, George W. Bush a confirmé que Washington entend diminuer l'intensité du conflit israélo-arabe à coups de millions de dollars. Comme nous l'avons souvent pronostiqué dans ces colonnes depuis plus de six mois, les États-Unis (désormais déployés militairement dans la région) ne laisseront plus Israël faire n'importe quoi, mais vont lui imposer un minimum de décence. Simultanément, ils espèrent calmer la Résistance palestinienne en donnant à Mahmoud Abbas les moyens financiers de gouverner qu'ils refusaient à Yasser Arafat.

Deuxièmement, M. Bush a relancé son projet de remodelage du « Grand-Moyen-Orient », une zone géographique discontinuée sur laquelle Washington entend imposer sa loi par le « soft power » (c'est-à-dire par tous autres moyens que la

force militaire) [3]. Le Maroc, la Jordanie, le Bahreïn et surtout l'Égypte se sont vus décerner des bons points, tandis que l'Arabie saoudite était rappelée à l'ordre.

Troisièmement, le président a nommément désigné ses prochaines cibles : la Syrie (et une partie du Liban) [4] ainsi que l'Iran [5] ; des États auxquels il entend appliquer le « hard power » pour les intégrer de force dans le « Grand Moyen-Orient ». Il a cependant semblé hésitant sur l'ordre dans lequel il s'en emparerait. Il a rappelé que le Congrès lui avait déjà donné carte blanche pour attaquer la Syrie, mais a assuré que l'Iran représentait un danger peut être plus important en poursuivant un programme nucléaire. On mesure la crédibilité de cette dernière imputation en se souvenant du discours 2003 sur l'état de l'Union au cours duquel il assura que l'Irak avait acheté de l'uranium en Afrique.

Sur la forme, il convient de citer les assertions du président Bush en conclusion de son discours : « *Comme Franklin Roosevelt l'a un jour rappelé aux Américains, « chaque âge est soit un rêve qui meurt, soit un rêve qui se réalise ». Nous vivons dans le pays où naissent les rêves les plus ambitieux. L'abolition de l'esclavage n'était qu'un rêve... jusqu'au jour où elle est devenue réalité. La libération de l'Europe écrasée par le fascisme n'était qu'un rêve... jusqu'au jour où elle s'est réalisée. La chute de l'empire du communisme n'était qu'un rêve... jusqu'au jour où elle s'est produite* ». Comme dans la fable d'Orwell, le dictateur réécrit l'Histoire. On apprend ainsi que c'est aux États-Unis qu'est né le mouvement abolitionniste ; et que ce sont eux qui ont conçu le rêve de renverser le fascisme (alors qu'ils ne sont entrés en guerre qu'à la fin 1942 et que la famille Bush a continué à faire des affaires avec le Reich jusqu'à la fin de la guerre [6]) !

On avait déjà eu droit au Premier ministre Tony Blair affirmant, lors des célébrations du 60e anniversaire du débarquement en Normandie, que le Royaume-Uni était entré en guerre (en 1939) pour faire cesser l'extermination des juifs par les nazis (qui n'a été planifiée qu'en 1942 par la Conférence de Wannsee). La Coalition semble fâchée avec l'Histoire.



Autre gadget de cette rubrique « Propagande » : M. Bush a trouvé une nouvelle croquemitaine pour faire peur aux enfants. Il a élevé M. Zarquaoui au rang de successeur de M. Ben Laden. C'est donc pour faire obstacle au nouvel insaisissable ennemi public n°1 de la démocratie que les forces de la Coalition ont déjà tué en Irak plus de 100 000 civils, qui n'avaient rien demandé.

Enfin le service de communication de la Maison-Blanche avait eu la bonne idée d'organiser un « moment d'émotion » comme on les aime à la télévision en « prime time ». Deux femmes irakiennes sont venues faire le « V » de la victoire pour célébrer leur libération par les États-Unis. Puis, elles ont embrassé les parents du jeune sergent Byron Norwood, tombé au champ d'honneur à l'âge de 25 ans en apportant la liberté en Irak.

Il n'a pas été expliqué au public que Safia Taleb al-Suhail n'est pas seulement la présidente de l'Iraqi Women's Political Council (en anglais dans le texte), mais aussi la vice-présidente de l'International Alliance for Justice, une coalition d'associations de défense des Droits de l'homme, voulue et financée par George Soros lors de l'attaque du Kosovo, puis réactivée pour justifier de l'invasion de l'Irak [7].



Les parlementaires ont accueilli M. Bush en levant leur index taché d'encre bleue, symbolisant le marquage des électeurs irakiens ayant accompli leur devoir civique. Puis, ils ont interrompu 80 fois le discours présidentiel par leurs applaudissements debouts.

[1] « [La démocratie forcée](#) » par Paul Labarique, *Voltaire*, 25 janvier 2005.

[2] Le *New York Times* reprend et s'approprie mot-à-mot des passages du pamphlet de Lyndon LaRouche *Bush's Social Security Privatization-Foot In the Door for Fascism*, dans un article de Larry Rohter, publié à la « une », le 27 janvier 2005, « [Chile's Retirees Find Shortfall In Private Plan](#) ».

[3] « [Bush invente le Grand Moyen-Orient](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 22 avril 2004.

[4] « [La cible syrienne](#) » par Paul Labarique, *Voltaire*, 27 janvier 2004.

[5] « [Les bonnes raisons d'intervenir en Iran](#) », *Voltaire*, 12 février 2004.

[6] « [Les Bush et Auschwitz](#) » par Thom Saint-Pierre, *Voltaire*, 3 juin 2003.

[7] Pour masquer son origine, l'International Alliance for Justice a été déclarée sous la forme d'une association de droit français, l'Alliance internationale pour la Justice. C'est elle qui a relayé et donné du crédit aux exagérations de l'Iraqi National Congress d'Ahmed Chalabi relatives aux crimes de Saddam Hussein.

La « nation indispensable » impose ses vues en Israël

Analyse

Deuxième discours de politique général après son discours d'investiture, le discours sur l'état de l'union de George W. Bush n'a pas suscité les mêmes réactions que le précédent et la partie de son texte traitant des questions internationales, certes moins centrale dans ce second discours, est quasiment ignorée des analystes. Cela n'empêche toutefois pas quelques faucons de revenir sur ce qu'il faut attendre de la nouvelle administration et de se réjouir d'un programme qui leur paraît fort alléchant.

Laurent Murawiec de l'Hudson Institute se félicite de la composition de l'administration Bush dans le *Figaro*. Selon lui, elle montre que ce sont les faucons qui ont gagné et que l'administration Bush II ira encore plus loin que ne l'a été l'administration Bush I maintenant qu'elle est débarrassée de Colin Powell et de Richard Armitage. Pour lui, la seule petite ombre au tableau est l'absence de John Bolton au département d'État.

Précisément, le département d'État reste, pour beaucoup de nostalgiques de l'époque où les États-Unis se souciaient un minimum des avis européens, l'incarnation des espoirs d'un retour à une politique étrangère états-unienne plus « multilatéraliste ». Une part de la presse conformiste a même cru voir cet espoir se renforcer dans la nomination de Robert Zoellick au poste de numéro deux de la diplomatie états-unienne, mais l'ancien ambassadeur spécial pour l'ex-URSS, Stephen Sestanovich, se charge dans le *New York Times* d'indiquer qu'il n'en est rien. Il rappelle que sous le mandat de George Bush père, Condoleezza Rice et Robert Zoellick ont travaillé avec James Baker sur le dossier de la réunification allemande en imposant une unification à marche

forcée sans tenir compte de l'avis des autres pays européens et en ne leur donnant aucune compensation. Pour l'auteur, cette attitude se retrouvera dans le second mandat Bush car les Européens sont incapables de prendre les grandes décisions qui s'imposent et que les États-Unis doivent donc leur dicter la marche à suivre. Pour lui, reprenant l'expression de Madeleine Albright, les États-Unis sont la « nation indispensable ».

Cette attitude dirigiste dans les affaires du monde a pu être observée de façon presque caricaturale lors du premier mandat Bush un peu partout dans le monde, mais Israël avait été jusqu'ici épargné et bénéficiait d'une grande liberté d'action. Aujourd'hui, Tel-Aviv doit se plier à la règle commune.

Ainsi à la veille de la conférence de Charm El-Cheikh, les analystes demandant, plus ou moins ouvertement, que les États-Unis aient une politique plus ferme vis-à-vis d'Israël se multiplient.

L'ancien expert du département d'État, Aaron David Miller, préconise dans *l'International Herald Tribune* que Washington tire les leçons du passé et s'inspire notamment de l'attitude de Kissinger, Carter ou Baker qui avaient imposé leurs vues à Israël et se souvienne que Clinton avait commis l'erreur de trop suivre Ehud Barak. Autre ancien du département d'État, Richard Haas demande que Washington soutienne Mahmoud Abbas dans un texte diffusé par *Project Syndicate* et (pour l'instant) publié dans le *Taipei Times* et le *Korea Herald*. Son argumentaire reprend la vulgate habituelle concernant les « opportunités » offertes par la mort d'Arafat et pose comme première « condition à la paix » l'arrêt du terrorisme palestinien, mais tout en se montrant moins exigeant vis-à-vis du nouveau président de l'Autorité palestinienne qu'on ne l'avait été avec l'ancien. Ce texte trouve des échos dans une tribune de l'ancien Premier ministre français Michel Rocard, elle aussi diffusée par *Project Syndicate* et publiée cette fois dans le *Daily Star*. L'auteur y condamne les « extrémistes » de tous bords qui rejettent la politique actuellement mise en place par Ariel Sharon en Israël et Mahmoud Abbas en Palestine. Dans *Libération*, l'ambassadeur israélien Nissim Zvili condamne également ces opposants, mais estime que, puisque Israël est une démocratie, il faut davantage s'inquiéter de l'opposition palestinienne à Abbas que de l'extrême droite israélienne. En Allemagne, Mathias Döpfner, président du directoire du groupe de presse Axel Springer, prononce lui aussi l'éloge de la politique états-unienne au Proche-Orient dans le *Welt am Sonntag* et demande à ce que l'Allemagne emboîte le pas des États-Unis pour pousser l'Union européenne à suivre cette politique.

Aujourd'hui, Mahmoud Abbas applique la politique qu'on exige de lui et doit s'efforcer de convaincre le reste de la communauté internationale de son bien-fondé. Dans une interview accordé à *Nezavissimaïa Gazeta*, le président de l'Autorité palestinienne se justifie et appelle la Fédération de Russie à le soutenir.

Le monde russe n'appartenant pas à la sphère de communication occidentale, il est possible pour un dirigeant politique d'avoir une image totalement différente dans ces deux monde et qu'un même élément de son parcours y ait une signification opposée. Ainsi, dans une interview à *Vremya Novostyey*, Vladimir Ivanovitch Kisselev, qui fut le directeur de thèse de Mahmoud Abbas à Moscou dans les années 80, vante les recherches effectuées sous sa direction par celui qui allait devenir le président de l'Autorité palestinienne, l'impact qu'elle a eu

sur les dirigeants soviétiques de l'époque et les liens favorables qu'il entretient avec la Russie depuis. Or, cette thèse, qui, selon Kisselev, ne traite que des liens du parti nazi et des mouvements sionistes avant la Seconde Guerre mondiale (un lien également étudié par Hannah Arendt dans *Eichmann à Jérusalem*) est présentée comme un travail négationniste en Occident. Toutefois, ceux qui soutiennent la politique de Mahmoud Abbas assurent qu'il est aujourd'hui revenu sur ce travail et présentent même cette évolution comme une preuve de son pragmatisme. Ainsi, un même travail peut être présenté en Russie comme le symbole de l'influence des milieux universitaires russes sur la pensée du nouveau président palestinien et en Occident comme celui du caractère intrinsèquement antisémite des Arabes comme de l'évolution pragmatique de Mahmoud Abbas.

Réseau Voltaire

Laurent Murawiec



Ancien conseiller de Lyndon LaRouche et de Jean-Pierre Chevènement, Laurent Murawiec a brusquement changé d'options politiques pour rejoindre la Rand Corporation. Le 10 juillet 2002, il présenta ses travaux devant le Defence Policy Board, à l'invitation de Richard Perle, et préconisa le renversement des Saoud en Arabie et l'anéantissement de l'islam. Il est aujourd'hui chercheur au Hudson Institute de Washington, un think tank dont Richard Perle est administrateur. Il est l'auteur notamment de *La Guerre au XXIe siècle* et de *L'Esprit des nations*.

« Quelle nouvelle donne pour Bush II ? »

Source : Le Figaro

Référence : « Quelle nouvelle donne pour Bush II ? », par Laurent Murawiec, *Le Figaro*, 7 février 2005.

Après son discours sur l'état de l'Union, après les élections qui ont vu son triomphe et celui de son parti pour les deux chambres du Congrès et les nominations qui retouchent les contours et les démarches de son administration, **George W. Bush** nous a désormais livré les clés de son second mandat. Or, avec les élections afghanes réussies, les élections irakiennes parachevées, l'Autorité palestinienne nettoyée du gangster qui la dirigeait, l'arc de crise arabo-islamique semble offrir une conjoncture plutôt favorable au président états-unien, par ailleurs désormais dûment mandaté par l'électorat. Aujourd'hui, l'administration Bush veut avoir comme pivot de son action la fin de la tyrannie. Les États-Unis font pression sur l'Iran et la Syrie et ils peuvent s'enorgueillir du succès des élections en Irak, que beaucoup d'experts voyaient comme un échec annoncé. Pourtant, malgré les prévisions catastrophistes, on peut noter qu'en Irak une légitimité est sortie des urnes et les chiïtes, écartés du pouvoir depuis 30 ans, ont mis une option sur une partie significative du pouvoir. Certes, la violence se poursuit en Irak mais il n'y a que les benêts pour s'offusquer des laideurs qui entachent la proto-démocratie irakienne. Cette élection a en effet montré au monde arabe que Bush tient parole. Son souhait de démocratisation est largement inspiré de la pensée de **Natan Sharansky** lequel plaide inlassablement : on ne peut faire de paix durable avec les tyrans, mais avec les démocrates. Pour mettre ces idées en application, Bush a modifié son équipe et a remplacé le binôme **Colin Powell-Richard Armitage**. Les "arabistes" pro-sunnites et pro-statu quo qui dominent le département

d'État s'efforceront certes de "capturer" **Condoleezza Rice**, mais se heurteront à la loyauté sans faille qui la lie au président. Les conservateurs sont plutôt satisfaits de la stabilité au département de la Défense mais sont déçus que **John Bolton** n'ait pas le grand poste dont les républicains rêvaient pour lui, le poste de numéro deux du département d'État étant confié au centriste **Robert E. Zoellick**. Un certain nombre de conservateurs sont néanmoins allés remplir des "desks" cruciaux, au **National Security Council** et ailleurs, notamment à la **CIA** avec **Porter Goss** et au **département de la Sécurité de la Patrie** avec **Michael Chertoff**. Le départ de Powell et l'affaiblissement relatif de Rumsfeld fait de **Dick Cheney** le seul poids-lourd de cette administration Bush et il pèsera lourd sur les décisions. Condoleezza Rice n'est pas une visionnaire mais une "gérante" et elle appliquera la politique de son patron qui a pleinement repris le flambeau reaganien, l'appliquant à la grande menace d'aujourd'hui.

Stephen Sestanovich



Stephen Sestanovich est membre du Council on Foreign Relations et professeur de diplomatie internationale à l'université de Columbia. Il a été ambassadeur spécial pour l'ex-URSS (1997-2001) après avoir été conseiller spécial du secrétaire d'État aux nouveaux États indépendants sous la présidence de Bill Clinton. Il est l'un des signataires de l'appel des 115 atlantistes contre Vladimir Poutine.

« Pas beaucoup plus aimable et plus doux »

Source : New York Times

Référence : « Not Much Kinder and Gentler », par Stephen Sestanovich, *New York Times*, 3 février 2005.

Beaucoup d'Européens voient la nomination de **Condoleezza Rice** à la tête de la diplomatie états-unienne comme une raison d'espérer une politique étrangère plus pragmatique et moins unilatérale, en s'appuyant sur ses actions lors du mandat de **George H. Bush**. Ce faisant, ils oublient que l'administration Bush père soutint l'unification allemande contre l'avis de toutes les autres puissances européennes, et qu'elle ne leur donna rien en échange de leur accord. Le Dr. Rice affirma alors que la politique étrangère des États-Unis ne visait pas le consensus ou l'échange.

Sur ce dossier, les réticences des pays voisins n'empêchèrent pas les États-Unis à pousser en faveur d'une réunification rapide et **Robert E. Zoellick**, aujourd'hui numéro deux du **département d'État** et alors en charge des affaires allemandes, organisa une campagne pour que les Allemands de l'Est poussent à la réunification. **James Baker III** organisa certes une conférence avec les quatre puissances occupantes de l'Allemagne, mais George Bush père affirme dans ses mémoires que bien souvent les alliés ne furent pas consultés. En fait, tous les dirigeants de l'époque ont exprimé leur frustration sur la façon dont les États-Unis s'étaient comportés lors de la réunification.

En fait, l'administration Bush père estimait que les Européens n'étaient pas assez résolus pour profiter des opportunités offertes ; **Ronald Reagan** quand il mit fin à la détente ou **Bill Clinton** quand il s'attaqua enfin au génocide dans les Balkans avaient la même logique. **Madeleine Albright** avait à cette occasion affirmé que les États-Unis étaient la « nation indispensable ».

Le Dr. Rice sait que le jusqu'au-boutisme fonctionne et qu'il ne faut pas tenir compte des réserves européennes.

Aaron David Miller



Ancien haut fonctionnaire du département d'État spécialisé dans les affaires israélo-arabes, Aaron David Miller est président de Seeds of Peace.

« Écouter toutes les parties et se souvenir du passé »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Listen to each side - and to the past », par Aaron David Miller, *International Herald Tribune*, 7 février 2005.

La visite de **Condoleezza Rice** au Proche-Orient a lieu alors qu'une opportunité s'ouvre mais que la région doit également faire face à de grands défis. Pour relever ces défis et saisir la chance qui nous est offerte, l'administration Bush doit se souvenir de cinq leçons issues du passé :

- ▶ Il faut faire de la question israélo-palestinienne une priorité. Il faut travailler au plus haut niveau sur le long terme. Il faut nommer un responsable pour la région et il faut que le président s'investisse lui-même.
- ▶ Il ne faut pas ignorer les mauvais comportements. **Bill Clinton** n'avait pas assez tenu compte du terrorisme palestinien ou de la colonisation israélienne et il n'avait pas fait pression sur les uns ou les autres pour qu'ils arrêtent. Actuellement, l'administration ne tolère pas le terrorisme mais elle doit inciter Israël à changer d'attitude.
- ▶ Les États-Unis doivent contrôler leur politique et ne pas se laisser trop influencer par les tactiques des autres, comme ce fut le cas sous l'influence de **Ehud Barak** en 1999-2000.
- ▶ Il faut faire attention aux accords intermédiaires et aux sommets à haut risque. Il faut garder en tête qu'il n'est pas possible de parvenir pour l'instant à un accord final mais les négociations actuelles doivent servir à restaurer l'espoir.
- ▶ Il faut être ferme comme l'ont été **Henry Kissinger**, **Jimmy Carter** ou **James Baker III**. Les États-Unis doivent combiner à la fois fermeté et compréhension envers les parties en présence.

Richard N. Haass



Richard N. Haass était directeur du planning du département d'État et

« Une opportunité qui ne doit pas être manquée »

Source : Taipei Times

, Korea Herald

Référence : « An opportunity not to be missed », par Richard Haass, *Taipei Times*, 3 février 2005.

« Turn opportunity of peace to reality », *Korea Herald*, 4 février 2005.

Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas vu une telle opportunité au Proche-

coordinateur spécial pour l'Afghanistan jusqu'en juin dernier. Il est aujourd'hui président du Council on Foreign Relations.

Orient, la faute à **Yasser Arafat**, un homme qui n'avait jamais accepté de renoncer au terrorisme, ce qui lui avait fait perdre toute légitimité aux yeux des États-Unis et d'Israël. toutefois, ce n'est pas simplement la mort d'Arafat qui offre une raison d'espérer. Nous avons désormais à la tête de l'Autorité palestinienne un homme qui a la sagesse de remettre en cause la pertinence de l'Intifada. En Israël, de plus en plus, on comprend également que la situation nuit à la possibilité de reconstruire un État juif et démocratique. Aujourd'hui, Israël a également un gouvernement et un Premier ministre en mesure de faire les choix historiques qui s'imposent.

Pour que cette opportunité se concrétise, il faut cependant que les Palestiniens démontrent leur capacité à gouverner démocratiquement et à mettre fin à la violence terroriste émanant du sol palestinien. Pour cela, l'évolution de Gaza après le retrait israélien sera déterminante et c'est pourquoi il faut aider Abou Mazen à stabiliser la région. Il faut aussi que le retrait de Gaza soit le début et non la fin d'un processus, car Abbas doit avoir des éléments à donner à son peuple pour leur prouver que la diplomatie fonctionne. Les États-Unis doivent s'investir et il faudra une lettre commune d'Abu Mazen et de **George W. Bush** rappelant l'engagement des États-Unis pour une solution des deux États fondée sur les frontières de 1967.

Les États-Unis s'engageront à aider à un retour des Palestiniens dans le nouvel État palestinien ou à s'installer dans de meilleures conditions dans les pays arabes où ils se trouvent. De leur côté, les Palestiniens doivent rejeter toute violence.

Michel Rocard



Michel Rocard est ancien Premier ministre socialiste français (1989-1991). Il est député au Parlement européen. Proche de George Soros, il est administrateur de l'International Crisis Group. Il est membre de la Commission indépendante sur la Turquie mis en place par le British Council et l'Open Society Institute de George Soros.

« Une occasion unique mais il faut briser les tabous »

Source : Daily Star

Référence : « A unique window, but bypass the taboos », par Michel Rocard, *Daily Star*, 3 février 2005.

La mort de **Yasser Arafat** suivie par l'élection de son successeur au suffrage universel, élection pour laquelle Israël a aidé le processus démocratique dans les territoires qu'il occupe (une première historique) lèvent des obstacles sur le chemin du processus de paix. Le retrait de Gaza par l'armée israélienne, soutenu par Hosni Mubarak, ouvre également une opportunité pour aller plus loin. Cette impressionnante succession d'événements, un phénomène qui n'avait pas eu lieu depuis longtemps au Proche-Orient, inspire de l'optimisme, même chez **Ariel Sharon** ou des responsables états-uniens.

Je reviens de Palestine où je suis resté cinq semaines à la tête d'une mission d'observateur de l'Union européenne. J'ai pu conclure que même si le vote était difficile, il n'y avait pas eu de fraudes et il n'y a aucun doute sur le fait qu'Abbas a été élu démocratiquement et cela démontre que les Palestiniens souhaitent une paix négociée avec Israël. Toutefois, les terroristes ne partagent pas cette opinion et bien que peu nombreux, ils sont très dangereux. Il faut les neutraliser en tant que force politique pour avancer vers la paix.

Notre optimisme ne doit pas nous faire oublier les difficultés. En effet, **Ariel Sharon** reste vague sur ses intentions après le retrait de Gaza et il ne parle jamais d'inclure la Cisjordanie et Jerusalem dans les négociations. Sharon pense que l'Autorité palestinienne a la capacité d'éradiquer le terrorisme qui vise Israël, or ce n'est pas le cas. L'Autorité palestinienne ne peut rien faire si les Palestiniens n'ont rien à espérer en retour. Enfin, des deux côtés, les dirigeants religieux sont sur une ligne dure et empêchent de négocier sur des problèmes comme le statut de Jérusalem ou le droit au retour. Il faut que ces autorités comprennent enfin leur responsabilité.

Nissim Zvili



Nissim Zvili est ambassadeur d'Israël en France. Il est ancien membre de la Knesset, élu sous l'étiquette travailliste.

« Panser le Proche-Orient »

Source : Libération

Référence : « Panser le Proche-Orient », par Nissim Zvili, *Libération*, 7 février 2005.

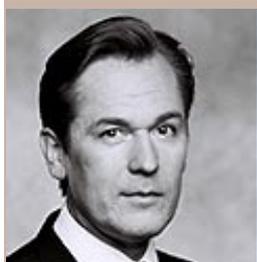
Certains Israéliens extrémistes opposés au plan de désengagement de la bande de Gaza et du nord de la Samarie appellent à la désobéissance et ce faisant risquent de créer une division grave dans la société israélienne. Cela amènera peut-être des Israéliens à devoir tirer sur d'autres Israéliens alors même que des illuminés appellent à l'assassinat d'**Ariel Sharon**. Sharon a pour sa part choisi de marquer une rupture avec sa politique d'antan et de prendre le risque d'affronter les durs de son parti. Cela comporte des risques, mais l'espoir réside dans le fait que la démocratie israélienne est solidement enracinée ; elle est consubstantielle à la renaissance de l'État.

Agitée à l'intérieur, la société israélienne est également harcelée de l'extérieur. Les extrémistes palestiniens intensifient leurs attaques à l'approche du départ israélien. Ils ont ainsi mené une attaque contre des Israéliens à Karni, point de contact entre Palestiniens et Israéliens, point par lequel arrivent nourriture, médicaments et matières premières destinés aux Palestiniens. C'est de là que partent les exportations palestiniennes, et c'est à Karni que viennent les Palestiniens cherchant un travail en Israël. Cette attaque va affecter la vie quotidienne des Palestiniens mais les extrémistes s'en moquent. Au contraire, développer la misère leur permet de recruter davantage et ils tentent de briser l'élan des négociations comme ils l'ont fait lors du processus d'Oslo. L'élection de Mahmoud Abbas est un problème pour les terroristes car il a été élu par les Palestiniens pour mettre fin au terrorisme envers les Israéliens où qu'ils se trouvent, reprendre la voie des négociations et améliorer leurs conditions de vie. Mahmoud Abbas doit rapidement se mettre au travail et pour cela, il doit affronter une partie de son peuple pour assurer un avenir au plus grand nombre. Il va devoir soit convaincre les terroristes d'arrêter de combattre, soit les affronter par la force. Il n'y a pas de troisième voie. Pour l'instant, Abbas a choisi la négociation mais après l'attaque de Karni, Mahmoud Abbas a désormais pris l'initiative de déployer des policiers palestiniens le long de la bande de Gaza pour empêcher des attaques anti-israéliennes. Et on voit bien que "ça marche" : les civils retrouvent une vie là où le terrorisme a levé son emprise. Les terroristes protestent mais Abbas doit leur montrer que la seule

force légitime est celle de l'Autorité palestinienne.

Le premier défi du président de l'Autorité palestinienne sera d'opposer une volonté farouche à ces extrémistes. Si la négociation échoue, il lui faudra du courage politique pour confisquer toutes les armes illégales, arrêter les terroristes et démanteler leurs infrastructures. La fin de l'incitation à la haine (dans les médias, les mosquées, les écoles) est une mesure qui peut être entreprise dès maintenant. Si le président élu ne peut exercer son pouvoir, ce sont les éléments extrémistes qui le feront tomber. La mort de **Yasser Arafat** a ouvert une fenêtre d'opportunité mais le pire aussi est possible. Les dirigeants palestiniens et israéliens font face à leurs extrêmes mais ils n'affrontent pas des situations tout à fait parallèles. Israël possède une culture démocratique qui lui permet d'opérer des changements de fond pour le bien de tous. Malgré la période critique et difficile qu'Israël aborde, les extrémistes ne pourront que suivre le mouvement avec, nous l'espérons, le moins de dégâts possibles.

Mathias Döpfner



Ancien journaliste au Frankfurter Allgemeinen Zeitung, Mathias Döpfner est depuis 2002 président du directoire de l'éditeur allemand Axel Springer qui publie Die Welt.

« Après les larmes, les actes ! »

Source : Welt an Sonntag

Référence : « Nach den Tränen : Taten ! », par Mathias Döpfner, *Welt an Sonntag*, 06 Février 2005.

Ce fut un voyage de larmes. Le président Köhler avait les yeux rougis par les sanglots quand il a quitté le " Mémorial des Enfants " à Yad Vashem. Après le discours de Köhler devant l'assemblée israélienne, le leader de l'opposition Tommy Lapid a expliqué, en petit comité, comment il s'était fait violence pour accepter un discours par un allemand, en langue allemande et qu'il se pose sans cesse la question de savoir comment son père, assassiné dans un camp de concentration, aurait pris la chose. " Il aurait sans doute accepté ".

Ce voyage du président pour le 40ème anniversaire de la reprise des relations diplomatiques entre Israël et l'Allemagne se situe en pleine phase clé du processus de paix au Proche-Orient. La délégation allemande participe aussi au sommet organisé par Mubarak et les Américains à Sharm El Cheikh pour **Ariel Sharon** et Abbas. La résolution du conflit israélo-palestinien constitue une des bases de la courageuse vision politique mondiale de **Georges W. Bush** : la défense de la liberté et de la démocratie contre le fondamentalisme terroriste. **Yasser Arafat**, le terroriste devenu Prix Nobel, incarnait lui-même une partie du problème, Mahmoud Abbas ne semble pas être un loup dans la peau d'un agneau mais plutôt un agneau pacifiste dans la peau d'un loup. Et Ariel Sharon, le vieux faucon, n'a qu'un but, la paix et la sécurité pour son peuple, de son vivant ; il est aussi le seul à pouvoir obtenir un compromis parmi les partis de droite.

L'Europe est tirillée entre la France, notoirement pro-palestinienne d'un côté et l'Angleterre qui penche vers Israël de l'autre. L'Allemagne, en raison de son passé, soutient moralement Israël mais peine à s'engager et se maintient à une équidistance synonyme d'indécision. **Vladimir Poutine** a souligné il y a peu qu'il ne voulait pas s'opposer à l'Amérique, que l'Europe, la Russie et les États-Unis

seront résolus.

Notre politique est fondée sur le principe d'un pouvoir politique unique, de forces armées unies et d'une loi unique pour tous au sein d'un système multipartite. Nous continuerons les négociations avec le Hamas et avec le Jihad Islamique jusqu'à obtention d'une position commune. Je ne suis pas partisan de la violence, je suis persuadé que la majorité des Palestiniens soutient ma politique ; ma force vient des élections et rien ne peut résister à cette force.

Vladimir Kisselev

Vladimir Ivanovitch Kisselev, professeur à Moscou, est l'ancien directeur de thèse de Mahmoud Abbas.

« Mahmoud Abbas a étudié à Moscou les liens secrets des leaders du sionisme »

Source : Vremya Novostyey

Référence : « », par Vladimir Kisselev, Vremya Novostyey, le 12 janvier 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Mahmoud Abbas et sa famille, comme des milliers d'autres familles palestiniennes, ont dû quitter la Haute-Gallilée en 1948 après la défaite des Arabes. Ils ont vécu en exil en Syrie, Mahmoud Abbas y étudiait à la faculté de droit, c'est là qu'il a commencé ses activités politiques. A la fin des années 50, il a fait partie d'un sous-groupe de l'Organisation de Libération de la Palestine, connue sous le nom de Fatah, lancée au Koweït par Yasser Arafat. Dans les années 70 et 80, il a lancé une série de publications sur les activités sionistes dans la région. C'est ainsi qu'en 1981, il a fait une recherche sur les relations secrètes entre les leaders de mouvements sionistes et les dirigeants de l'Allemagne Nazie entre 1933 et 1939. Il y expliquait pourquoi et comment les juifs, souvent de classes moyennes, émigrèrent dans ces années-là de l'Europe vers la Palestine.

J'étais son directeur de recherche en 1982 quand il a soutenu sa thèse pour le doctorat d'histoire, à l'institut d'études orientales de l'Académie des sciences de Russie, à Moscou. Il m'a apporté deux tomes de ses recherches en arabe et nous les avons traduits. La section internationale du Comité Central du Parti Communiste d'Union Soviétique, qui était dirigé à l'époque par Boris Panomarev, s'est beaucoup intéressée à ces recherches. Mahmoud Abbas est l'un des fondateurs de l'association des amitiés russo-palestiniennes, dans l'un de ses livres, il a écrit toute sa reconnaissance : "Les russes nous ont donné l'impulsion pour nous hisser à la table des négociations et obtenir une reconnaissance internationale. C'est dans cette position que réside notre force et la force de nos amis."

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .